



EN DÉBAT

#fabien_roussel #luttons_sociales



APPEL À LA FORCE DES PEUPLES. L'AMÉRIQUE LATINE AU CŒUR

Jeudi, 31 Octobre, 2019 | Fabien Roussel

Par Fabien Roussel Secrétaire national du PCF, député du Nord

«Elles s'ouvriront à nouveau, un jour, les longues avenues, devant les hommes libres qui construiront un monde nouveau. » En regardant ces derniers jours les images des manifestations au Chili, le dernier message du président Allende adressé à son peuple depuis la Moneda bombardée résonne dans ma mémoire. Chili, Équateur, Haïti, Argentine, Colombie, Honduras, Brésil, Costa Rica, partout les peuples se lèvent et leur clameur s'élève, des Andes jusqu'au Rio de la Plata : « Dehors le FMI et les gouvernements corrompus, bas les pattes mister Trump ! » À Cuba ou au Venezuela, d'autres défendent avec leur gouvernement des projets de société fondés sur la justice sociale, la paix, et d'entente, malgré les violentes tentatives d'étouffement conduites par l'impérialisme états-unien et les institutions financières. Les manifestations redessinent le visage de « Nuestra América », l'Amérique de Bolivar et de José Martí, une Amérique indienne, métisse, blanche et noire, en bloc insurgée. Un grand espoir se lève : le Chili chante et danse la cueca face aux militaires. En Amérique latine, 17 millions de femmes et d'hommes,

surtout des enfants, vivent dans l'extrême pauvreté. Les politiques d'austérité, les fonds vultures, pillent, rançonnent, tandis que les multinationales font ventre de tout : santé, éducation, transports, eau, électricité, richesses minières. Avec la complicité de gouvernants corrompus. Cela ne suffit pas. Pour faire payer aux plus pauvres la crise, le Fonds monétaire international (FMI) impose de nouveaux tours de vis, tandis que les gouvernants déclarent la guerre aux peuples. À Santiago, Quito, Tegucigalpa, Port-au-Prince, l'armée n'intimide plus. En Uruguay, la rue s'oppose au projet de la droite d'autoriser l'armée à maintenir « l'ordre intérieur ». Dimanche, les électeurs ont placé en tête de l'élection Daniel Martinez, du Front large, qui confirme sa place de première force politique du pays. Les rétropédalages des gouvernants n'éteignent pas la révolte. En Équateur, le gouvernement a annulé les mesures qui avaient déclenché la marche indigène sur Quito suivie d'une chasse aux militants syndicaux et associatifs. Au Chili, après l'historique mobilisation populaire du 25 octobre, le président Piñera a fait démissionner plusieurs de ses ministres dans une opération de maquillage, envisage la levée de l'état d'urgence et le retrait des militaires actuellement dans les rues. L'arrivée ce lundi d'une mission du comité des droits de l'homme de l'ONU n'est pas étrangère à ces décisions. Au Honduras, les manifestants exigent la destitution du président Hernandez dont le frère, narcotraffiquant, vient d'être jugé à New York. Depuis juin, à Haïti, pays des « morts sans importance », le peuple réclame le départ du président Jovenel dont le clan corrompu a empoché l'aide accordée par le Venezuela. En Argentine, le président Macri a plongé le pays dans une crise ravageuse comparable à celle de 2010. Il vient d'être sévèrement battu par Alberto Fernandez et Cristina Kirchner. En Colombie, « le pays où vit la mort », des centaines de militants sociaux ont été assassinés ces derniers mois. Le président, homme lige des États-Unis dans l'agression contre le Venezuela, a enregistré, dimanche, une nette défaite aux élections régionales et municipales. Les coups d'État « institutionnels » ont de plus en plus de mal à fonctionner. Au Brésil, le complot ourdi pour destituer Dilma Rousseff et jeter Lula en prison est éventé, la plupart de ses instigateurs poursuivis pour corruption. Comme au Venezuela, en Bolivie, la tentative de la droite de contester la réélection du président Evo Morales se heurte à la détermination du mouvement social. « Ils ont les armes mais nous avons la force de nos peuples », a déclaré le président de Cuba, Miguel Diaz Canel, devant les « non-alignés » réunis en Azerbaïdjan. La preuve par Cuba, sur la ligne de front depuis soixante ans, que l'empire nord-américain étrangle chaque jour un peu plus. Chaque semaine, une nouvelle mesure renforce le blocus. Isoler, affamer, désespérer, l'administration Trump ne recule devant rien, ne respecte rien, ni l'ONU, ni les règles de l'OMC, aucun traité international. Les gouvernants européens protestent timidement parfois mais laissent faire. Nous en appelons à la force des peuples, en premier lieu au nôtre, pour faire entendre le souffle de la solidarité